

Liban, nouveaux dangers, incertitudes renouvelées

Pour la première fois en trois décennies, le pays affronte seul son avenir. L'on peut espérer que, malgré les risques, il ne soit pas entraîné dans les violences régionales.

Tomás Alcoverro

Faire de la politique au Liban – disait le général Charles de Gaulle pendant les années du mandat français – c'est comme marcher sur des œufs ». Un an après l'attentat mortel du 14 février 2005, qui coûtait la vie à l'ancien premier ministre Rafik Hariri et ses accompagnants, un an après le retrait militaire syrien et les élections législatives où les candidats anti-syriens gagnaient la majorité des sièges, les vieux démons du Liban, toujours à l'affût, ont à nouveau les coudées franches. Les euphories patriotiques se sont fanées, conclusion est faite de la convergence des libanais de différentes communautés – exception faite, cependant, de la communauté chiite, la plus nombreuse, contrôlée par les puissantes organisations Hezbollah et Amal qui maintiennent leur alliance avec le régime syrien du *Raïs* Bachar al Assad – dans les manifestations massives de la place des Martyrs, rebaptisée place de la Liberté et de l'Indépendance, les clans féodaux de toujours, qu'ils soient des communautés chrétiennes ou musulmanes, ont consolidé leur pouvoir. « C'est dommage – me disait le prestigieux historien George Corm – que les manifestants ne leur aient pas alors arrachés les micros pour laisser entendre la voix populaire ».

Le retrait syrien

À cours de l'hiver 2005, en peu de semaines, à partir de février, le Liban, fragile et vulnérable, prenait un virage spectaculaire. Ceux qui, pendant trois décennies avaient contrôlé cet Etat du Levant, à base confessionnelle, agité par d'interminables conflits internes, boîte de résonance de tous les problèmes idéologiques, politiques et militaires du Proche-Orient, les syriens évacuaient son territoire, avec un redoublement de tambour, sous les menaçantes pressions des Etats-Unis, sous l'épée de Damoclès de la résolution 1559 du Conseil de Sécurité de l'ONU, adoptée en septembre 2004, qui demandait le retrait des troupes étrangères – voir syriennes – et le désarmement des milices, avant tout du Hezbollah, en plus des groupuscules palestiniens. Conclusion était faite de cette étape historique controversée de la présence militaire, de la tutelle syrienne, initiée au début de la guerre en 1976 à la demande du président de cette époque, Sléïman

Frangie, afin de lutter contre les combattants palestiniens, confirmée par la Ligue arabe et acceptée par les USA en 1990, après le premier conflit armé avec l'Irak où la Syrie participait aussi du côté des alliés occidentaux et arabes, la Syrie du défunt *Raïs* Hafez al Assad.

Pour la première fois depuis trois décennies, les libanais, seuls, affrontent leur destin. En seulement 23 ans, depuis l'été 1982, j'ai été témoin, à Beyrouth, de l'évacuation des *fedayins* palestiniens, aux ordres de Yasser Arafat, vaincus par la puissante armée d'Israël, sous le commandement du général Ariel Sharon ; du retrait des contingents américain et français de la force multinationale, provoqué par les combattants islamistes locaux liés à l'Iran et la Syrie ; de l'évacuation des troupes de l'armée israélienne au printemps d'il y a six ans, grâce à l'action tenace de la résistance du Hezbollah, à la volonté du premier ministre israélien de ce moment, Ehoud Barak, de sortir du sanglant labyrinthe du Sud occupé en 1977 ; et, en dernier lieu, de l'humiliante sortie des détachements militaires syriens.

Ce petit pays commence une nouvelle époque à partir de février 2005. Après le temps de la *palestinisation*, de l'influence d'Israël, de la *syrinisation*, une étape de *libanisation* commencera-t-elle, enfin, sur ces terres de musulmans et chrétiens ? L'assassinat de Hariri, un des hommes les plus riches du monde, a précipité une évolution politique inattendue où, au début, les USA imposaient leur voix, au milieu de leur campagne de démocratisation des pays pour atteindre un Grand Moyen Orient.

Le Liban, écrivait Kamal Saliba, est « un pays aux nombreuses portes » et les ingérences, les pénétrations, les provocations étrangères, de tout genre, n'ont pas cessé, d'un coup d'œil. Une partie de ses dirigeants, de sa presse, de son opinion publique, dans sa fureur anti-syrienne, continue à accuser le régime de Al Assad, non seulement d'être gravement impliqué dans l'attentat contre Hariri, en se rapportant aux premières investigations de la commission internationale, mais d'autres assassinats perpétrés ultérieurement contre des hommes politiques et des journalistes, comme Gibran Touéni, ou de la violente manifestation de protestation suite à la publication des caricatures du prophète Mahomet contre le consulat danois de Beyrouth, début février, qui atteignit aussi

une église maronite contre laquelle des pierres furent lancées, terrorisant ainsi les voisins du quartier chrétien par antonomase Achrafie.

Mais dans le gouvernement, opposé à Al As-sad, participent aussi des ministres chiïtes de l'organisation intégriste Hezbollah qui, avec d'autres ministres et députés, rejettent aussi bien la demande de désarmement que la constitution d'un tribunal international compétent pour juger les auteurs de l'attentat du 14 février 2005, une fois qu'ils seront identifiés.

Ces travaux d'Hercule pour éclaircir le crime, pour connaître la vérité sur l'assassinat, ainsi que l'exigent depuis un an, les nouveaux gouvernants de Beyrouth et, en premier lieu, le Courant du Futur, dirigé par son fils Saad Hariri – qui est resté à l'étranger pour des raisons de sécurité et qui n'est rentré au Liban que peu de jours avant l'anniversaire – peuvent durer des mois, voire un an.

D'éminents hommes politiques, comme l'influent cheik chiïte Fadallah, ont fait noter que « ce labyrinthe international est susceptible de déséquilibrer la république ».

Les hommes politiques chrétiens extrémistes se crêpent le chignon. Le général Michel Aoun se dessine comme le prochain président de la république. Après sa libération, le chef des milices libanaises, Samir Geagea, impliqué en 1982 dans le massacre des réfugiés palestiniens du camp de Sabra et Chatila, est devenu un héros national pour les jeunes filles qui l'embrassent émues et pour les jeunes de sa communauté maronite qui l'encensent. Ils ont oublié ou n'ont jamais su ce que fut la guerre barbare de trois lustres que leur pays pâtit. La découverte des fosses communes, attribuées au début par certains libanais aux seuls syriens, met à fleur de peau cette division et incertitude de toujours. L'attentat début 2006, dans le quartier Ramlet el Baïda, revendiqué par Al Qaida, exacerbe cette ambiance d'insécurité, qui contraste avec les 15 années précédentes d'ordre public total. « La terre du Liban – me commentait un ambassadeur – regorge de cadavres ».

Dans ce petit pays on a voulu cultiver l'oubli pour ne pas affronter la guerre ni ses conséquences encore latentes. Que personne n'oublie que 16 000 libanais furent déclarés disparus. Des milices de toute engeance, chrétiennes et musulmanes, les ont assassinés et enterrés en secret. Aussi bien les assassinats d'hommes d'Etat et de gouvernants que ceux de citoyens anonymes, demeurent impunis sur cette terre pourrie de cadavres. La poéticienne Nadia Toueni, mère du directeur du journal *Al Nahar* assassiné, écrivait un jour : « Ils voulaient tuer une idée et ils n'ont tué qu'un homme ».

La crainte de l'avenir transpire, encore, dans les conversations quotidiennes des libanais, têtes de turcs, pendant des années, de toutes les contradictions du Proche-Orient. Ils se sont toujours inclinés à parler de la « guerre des autres » – selon le titre bien trouvé d'un livre publié



Manifestation pour la commémoration de l'assassinat de Hariri, où l'on brûle des pancartes avec la photo du président Emile Lahoud et quatre généraux pro-syriens. Beyrouth, 14 février 2006. / AFP

pendant les années quatre-vingts –, à croire qu'ils sont des victimes propitiatoires des conjurations tramées dans des pays étrangers, mais ils acceptent difficilement qu'ils sont aussi responsables de ce qui arrive dans leur pays, et que, souvent, Israël, la Syrie, l'Iran, comme avant les palestiniens, utilisaient leurs propres citoyens dans leurs intérêts.

Le récent accord tactique entre le général Aoun, champion de l'opposition anti-syrienne des années quatre-vingts, lorsque Hariri et Kamal Joumblatt étaient ses fidèles alliés, et le Hezbollah, le grand parti ami de Damas, illustre l'extrême complexité de la politique locale. Le « Courant patriotique libre », formé surtout par des chrétiens, présente une tendance laïque, alors que le Hezbollah est la force populaire de la communauté chiïte à vocation islamiste.

Ce pacte permet à Aoun d'aspirer avec plus de confiance à la présidence de la république, en adoucissant son attitude envers la Syrie, et au Hezbollah de conserver ses armes dans le but de poursuivre sa résistance contre les israéliens qui occupent encore la minuscule enclave des fermes de Chebaa au Sud.

Face aux possibles troubles au Proche-Orient, en raison de la situation de la république islamique d'Iran très compromise par son programme nucléaire qui pourrait être traité au Conseil de sécurité de l'ONU, du conflit israélo-palestinien exacerbé après le triomphe électoral du Hamas, ou du harcèlement américain au régime syrien, sans parler de la vague d'indignation et colère des musulmans en raison des caricatures de Mahomet, le Liban peut à nouveau être entraîné dans l'œil du cyclone des violences régionales. Sa fragilité congénitale et les risques de manipulation, en ont fait, depuis des décennies, le chaînon le plus vulnérable du Proche-Orient. ■